

2° of op papier.

Een papieren versie van deze attesten kan altijd op verzoek van de begunstigde van de opleiding door de opleidingsverantwoordelijke worden verstrekt.

De regering kan de in lid 2 bedoelde termijn verlengen om technische en/of operationele redenen die het onmogelijk maken de attesten in elektronisch formaat beschikbaar te stellen.

Art. 5. Voor opleidingen waarvan de organisatie is gedelegeerd overeenkomstig artikel 6.1.3-5, § 1, derde lid, van het Wetboek en voor opleidingen georganiseerd in de vorm van individuele begeleiding overeenkomstig artikel 6.1.5-11, § 3, van het Wetboek, deelt de betrokken inrichtende macht de nodige informatie voor de afgifte van het aanwezigheidsattest mee aan Wallonie-Bruxelles Enseignement of aan de betrokken federatie van inrichtende machten.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op 28 augustus 2023.

Art. 7. De minister belast met het leerplichtonderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 20 april 2023.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET
De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/43812]

29 JUIN 2023 . — Décret relatif à l'octroi de subventions aux gestionnaires de réseaux de distribution en vue de favoriser la transition énergétique

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} du décret du 9 décembre 1993 relatif à la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie, des économies d'énergie et des énergies renouvelables est complété par les 7°, 8° et 9° rédigés comme suit :

« 7° Ministre : le Ministre ayant l'Énergie dans ses attributions;

8° gestionnaire de réseau de distribution : le gestionnaire d'un réseau de distribution désigné conformément à l'article 10 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité et à l'article 10 du décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz;

9° bonus : l'écart, en faveur du gestionnaire de réseau de distribution, entre l'ensemble des charges nettes contrôlables budgétées et l'ensemble des charges nettes contrôlables réelles, lorsque ces dernières sont inférieures aux charges nettes contrôlables budgétées, telles que prévues dans la méthodologie tarifaire applicable aux gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité et de gaz actifs en Région wallonne approuvée par la Commission wallonne pour l'énergie, ci-après dénommée la « CWaPE ». ».

Art. 2. Dans le chapitre II du même décret, il est inséré une section V intitulée :

« Des subventions pour les gestionnaires de réseaux de distribution ».

Art. 3. Dans la section V insérée par l'article 2, il est inséré une sous-section 1 intitulée : « Des projets subventionnés ».

Art. 4. Dans la sous-section 1 insérée par l'article 3, il est inséré un article 10^{bis} rédigé comme suit :

« Art. 10^{bis}. Dans la limite des crédits budgétaires disponibles, le Gouvernement peut accorder des subventions aux gestionnaires de réseaux de distribution pour des projets visant à :

1° améliorer l'efficacité énergétique de leur réseau;

2° accroître la capacité d'accueil des productions d'énergie renouvelable; 3° maîtriser les coûts liés à la transition énergétique. ».

Art. 5. Dans la section V insérée par l'article 2, il est inséré une sous-section 2 intitulée : « Du montant des subventions ».

Art. 6. Dans la sous-section 2 insérée par l'article 5, il est inséré un article 10^{ter} rédigé comme suit :

« Art. 10^{ter}. Le Gouvernement arrête le montant global de la subvention accordée aux gestionnaires de réseaux de distribution visée à l'article 10^{bis} ainsi que la répartition du budget entre le réseau électrique et le réseau de gaz.

Pour chaque gestionnaire de réseau de distribution, par vecteur énergétique, le poids du gestionnaire de réseau de distribution est établi selon la formule suivante : le poids du gestionnaire de réseau de distribution est égal au nombre d'utilisateurs du réseau du gestionnaire de réseau de distribution estimé à la date du 1^{er} janvier de l'année suivant l'octroi de la subvention, divisé par le nombre d'utilisateurs du réseau de l'ensemble des gestionnaires de réseaux de distribution à cette même date.

L'estimation du nombre d'utilisateurs du réseau d'un gestionnaire de réseau au 1^{er} janvier de l'année suivant l'octroi de la subvention de distribution est établie en considérant le nombre réel d'utilisateurs du réseau au 1^{er} décembre de l'année précédant l'octroi de la subvention pour toutes les communes affiliées au gestionnaire de réseau au 1^{er} janvier de l'année suivant l'octroi de la subvention.

L'enveloppe budgétaire allouée à la subvention est répartie proportionnellement entre les gestionnaires de réseaux de distribution sur la base du poids obtenu par chaque gestionnaire de réseau de distribution en application de l'alinéa 2. ».

Art. 7. Dans la section V insérée par l'article 2, il est inséré une sous-section 3 intitulée : « Des coûts éligibles ».

Art. 8. Dans la sous-section 3 insérée par l'article 7, il est inséré un article 10^{quater} rédigé comme suit :

« Art. 10^{quater}. La subvention visée à l'article 10^{bis} est octroyée sur base des coûts éligibles, hors T.V.A.. ».

Art. 9. Dans la sous-section 3 insérée par l'article 7, il est inséré un article 10^{quinquies} rédigé comme suit :

« Art. 10^{quinquies}. Le Gouvernement arrête les coûts éligibles liés au projet subventionné pour chaque subvention visée à l'article 10^{bis} qu'il accorde. ».

Art. 10. Dans la section V insérée par l'article 2, il est inséré une sous-section 4 intitulée : « De la perte du bonus ».

Art. 11. Dans la sous-section 4 insérée par l'article 10, il est inséré un article 10^{sexies} rédigé comme suit :

« Art. 10^{sexies}. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de distribution qui reçoit une subvention en application de la présente section renonce au bonus éventuel constitué durant la période tarifaire en cours, à concurrence du montant de la subvention liquidée durant celle-ci.

La CWaPE vérifie, au regard des analyses effectuées conformément à la méthodologie tarifaire en vigueur, que les gestionnaires de réseaux de distribution ayant perçu une subvention en application de la présente section ne bénéficient pas d'un bonus durant la période visée à l'alinéa 1^{er}.

Si la CWaPE constate qu'un gestionnaire de réseau de distribution a perçu un bonus et une subvention durant la période visée à l'alinéa 1^{er}, elle en informe le gestionnaire de réseau de distribution concerné et le Ministre, par courrier recommandé. Le gestionnaire de réseau de distribution rembourse, dans les trois mois à dater de la notification de l'information de la CWaPE, le montant de la subvention à hauteur, au maximum, du bonus constaté.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 3, et avec l'accord de la CWaPE, le bonus peut être transformé en passif réglementaire pour la période tarifaire suivante. ».

Art. 12. Dans la section V insérée par l'article 2, il est inséré une sous-section 5 intitulée : « De la demande et de l'octroi de la subvention ».

Art. 13. Dans la sous-section 5 insérée par l'article 12, il est inséré un article 10^{septies} rédigé comme suit :

« Art. 10^{septies}. § 1^{er}. Le gestionnaire de réseau de distribution introduit sa demande de subvention visée à l'article 10^{bis} auprès du Ministre.

La demande de subvention comprend en tout cas les informations suivantes :

1° une description du projet faisant l'objet de la demande de subvention et un planning estimatif de la mise en oeuvre dudit projet;

2° les bénéfices escomptés par la mise en oeuvre du projet, dans le cadre de la transition énergétique, conformément aux objectifs définis à l'article 10^{bis};

3° une description détaillée de l'investissement à réaliser, en ce compris le rythme estimé des besoins de liquidation de la subvention;

4° l'apport de cet investissement supplémentaire par rapport aux plans d'investissements approuvés par la CWaPE;

5° la démonstration que le projet couvert par la demande de subvention n'est pas financé au travers des tarifs de distribution.

L'introduction de cette demande de subvention est préalable à la commande et à la mise en oeuvre des travaux faisant l'objet de la subvention, lesquels auront lieu au plus tôt après la notification de la décision d'octroi de la subvention.

Une copie du dossier de demande de subvention est envoyée par voie électronique à la CWaPE.

§ 2. La CWaPE communique, dans les 30 jours de la réception de la copie du dossier de demande de subvention, au Ministre et au gestionnaire de réseau de distribution concerné, son analyse de la conformité du projet et des investissements réalisés aux missions des gestionnaires de réseaux de distribution.

§ 3. Dans le cadre des projets faisant l'objet d'une subvention, le Gouvernement peut, pour une durée limitée dans le temps après avis de la CWaPE, autoriser le développement de projets pilotes exploités par un gestionnaire de réseau visant à tester de nouvelles missions conformes aux directives européennes.

Ces projets répondent notamment aux conditions suivantes :

1° avoir pour objet l'étude de la mise en oeuvre de solutions technologiques optimales pour le marché wallon de l'électricité et du gaz, notamment en matière d'efficacité énergétique, de flexibilité, d'optimisation du développement, de la gestion de la production décentralisée et de la promotion de l'autoconsommation locale et des circuits courts;

2° présenter un caractère innovant;

3° ne pas avoir pour effet ou pour but de déroger aux obligations imposées aux acteurs du marché régional de l'électricité et du gaz par ou en vertu du présent décret, du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, du décret du 19 décembre 2022 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, et des arrêtés d'exécution les concernant, sauf s'il est démontré qu'il est nécessaire de déroger à ces règles pour le bon fonctionnement du projet ou pour l'atteinte des objectifs poursuivis par celui-ci;

4° ne pas avoir pour objectif d'éviter totalement ou partiellement, dans le chef des participants au projet pilote, toutes formes de taxes et charges dont ils seraient redevables s'ils n'étaient pas dans le périmètre du projet pilote;

5° présenter un caractère reproductible à l'ensemble du marché wallon de manière non discriminatoire;

6° assurer la publicité des résultats du projet pilote;

7° avoir une durée limitée dans le temps qui n'excède pas cinq ans.

La CWaPE peut assortir son analyse de conditions dérogeant à l'alinéa 2, 3° et 4°.

§ 4. Sur la base du dossier de demande de subvention et de l'analyse de la CWaPE, le Gouvernement détermine les coûts éligibles, sélectionne les projets et le montant des subventions accordées aux gestionnaires de réseaux de distribution concernés. Le Gouvernement détermine la période d'éligibilité des dépenses.

§ 5. Après acceptation de la subvention pour les projets d'investissements éligibles, le gestionnaire de réseau de distribution met à jour son plan d'adaptation afin d'y faire apparaître, de manière distincte, le projet financé par la subvention octroyée. ».

Art. 14. Dans la section V insérée par l'article 2, il est inséré une sous-section 6 intitulée : « Du rapport des gestionnaires de réseaux de distribution ».

Art. 15. Dans la sous-section 6 insérée par l'article 14, il est inséré un article 10octies rédigé comme suit :

« Art. 10octies. § 1^{er}. Au terme d'un délai de six mois à dater de l'octroi de la subvention visée à l'article 10bis et ensuite semestriellement durant la période couverte par la subvention, le gestionnaire de réseau de distribution communique par voie électronique à la CWaPE et au Ministre un rapport d'état d'avancement.

Le rapport d'état d'avancement comprend en tout cas les informations suivantes :

- 1° un état de l'avancement du projet;
- 2° un état des investissements réalisés accompagné de toutes les pièces justificatives;
- 3° une description actualisée du projet faisant l'objet de la subvention et un planning de mise en oeuvre actualisé;
- 4° une description détaillée actualisée de l'investissement à réaliser, en ce compris le rythme estimé des besoins de liquidation de la subvention.

Concernant les 3° et 4°, le gestionnaire de réseau de distribution justifie toute modification et évolution par rapport aux informations contenues dans le dossier de demande de subvention ou dans un précédent rapport. Notamment, pour tout changement substantiel du projet ou de stratégie, le gestionnaire de réseau de distribution décrit :

1° les bénéfices escomptés par la mise en oeuvre du projet modifié, dans le cadre de la transition énergétique, conformément aux objectifs définis à l'article 10bis;

2° l'apport de cet investissement supplémentaire par rapport aux plans d'investissements approuvés par la CWaPE.

Le gestionnaire de réseau démontre l'absence de financement par les tarifs de distribution.

§ 2. Lorsque le projet est terminé, le gestionnaire de réseau de distribution communique par voie électronique à la CWaPE et au Ministre un rapport final.

Le rapport final comprend en tout cas les informations suivantes : 1° une description du projet réalisé;

2° une description des investissements réalisés accompagnée de toutes les pièces justificatives.

Le gestionnaire de réseau de distribution justifie toute modification et évolution par rapport aux informations contenues dans le dossier de demande de subvention ou dans un précédent rapport. Notamment, pour tout changement substantiel du projet ou de stratégie, le gestionnaire de réseau de distribution démontre :

1° les bénéfices escomptés par la mise en oeuvre du projet modifié, dans le cadre de la transition énergétique, conformément aux objectifs définis à l'article 10bis;

2° l'apport de cet investissement supplémentaire par rapport aux plans d'investissements approuvés par la CWaPE;

3° l'absence de financement par les tarifs de distribution.

§ 3. La CWaPE communique, dans les trente jours de la réception des rapports visés aux paragraphes 1^{er} et 2, au Ministre et au gestionnaire de réseau de distribution concerné, son analyse de la conformité du projet et des investissements réalisés aux missions des gestionnaires de réseaux de distribution.

§ 4. Après analyse de conformité positive des rapports visés aux paragraphes 1^{er} et 2 par la CWaPE, le gestionnaire de réseau de distribution concerné met à jour son plan d'adaptation afin d'y faire apparaître, de manière distincte, le projet financé par la subvention. ».

Art. 16. Dans la section V insérée par l'article 2, il est inséré une sous-section 7 intitulée : « De la liquidation de la subvention ».

Art. 17. Dans la sous-section 7 insérée par l'article 16, il est inséré un article 10nonies rédigé comme suit :

« Art. 10nonies. La subvention visée à l'article 10bis est liquidée par avances et solde, dont le pourcentage et les modalités de paiement sont déterminés par le Gouvernement. ».

Art. 18. Dans la sous-section 7 insérée par l'article 16, il est inséré un article 10decies rédigé comme suit :

« Art. 10decies. § 1^{er}. La première avance de la subvention visée à l'article 10bis est liquidée dans les trente jours de la notification de la décision d'octroi de la subvention au gestionnaire de réseau de distribution.

§ 2. Lors de la remise d'un rapport d'état d'avancement visé à l'article 10octies, § 1^{er}, ou lors de la remise du rapport final visé à l'article 10octies,

§ 2, le gestionnaire de réseau de distribution communique au Ministre une déclaration de créance relative aux montants justifiés, accompagnée des pièces justificatives.

Après vérification de la concordance des montants repris dans la déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er} avec les informations mentionnées dans les rapports visés à l'article 10octies, §§ 1^{er} et 2, et pour autant que l'analyse de conformité du projet de la CWaPE visée à l'article 10octies, § 3, soit positive, le Ministre met en liquidation le montant des dépenses éligibles de façon à reconstituer l'avance visée au paragraphe 1^{er} dans un délai de soixante jours à compter de la remise du rapport final visé à l'article 10octies, § 2.

A la réception du rapport final, après vérification de la concordance des montants repris dans la déclaration de créance visée à l'alinéa 1^{er} avec les informations mentionnées dans les rapports visés à l'article 10octies, §§ 1^{er} et 2, et pour autant que l'analyse de conformité du projet de la CWaPE visée à l'article 10octies, § 3, soit positive, le Ministre met en liquidation le solde des dépenses en tenant compte du solde de l'avance.

En cas d'analyse de conformité négative de la CWaPE visée à l'article 10octies, § 3, le bénéficiaire de la subvention rembourse les montants déjà perçus qui sont en lien avec des investissements non conformes aux missions des gestionnaires de réseaux de distribution ou modifie son projet d'investissement afin que celui-ci soit conforme aux missions des gestionnaires de réseaux de distribution.

Les montants payés ne peuvent pas dépasser le montant de la subvention initialement prévue pour chaque gestionnaire de réseau de distribution.

Dans le cas où les dépenses justifiées par un gestionnaire de réseau de distribution sont inférieures aux avances reçues, la différence est remboursée par ce gestionnaire de réseau de distribution dans un délai de soixante jours à compter de la réception d'un courrier d'information.

§ 3. Chaque gestionnaire de réseau de distribution garde à disposition les documents généraux et comptables nécessaires au contrôle de l'utilisation de la subvention. ».

Art. 19. Dans la section V insérée par l'article 2, il est inséré une sous-section 8 intitulée : « Des fraudes ».

Art. 20. Dans la sous-section 8 insérée par l'article 19, il est inséré un article 10undecies rédigé comme suit :

« Art. 10undecies. En cas de constat de fraude aux dispositions de la présente section, le bénéficiaire rembourse les sommes indûment perçues et ne reçoit pas de nouvelle subvention en application de la présente section pendant dix ans à dater de la découverte de la fraude. ».

Art. 21. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} juillet 2023.

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 29 juin 2023.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, de la Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,
A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER

—
Note

(1) *Session 2022-2023.*

Documents du Parlement wallon, 1348 (2022-2023) N^{os} 1 à 5

Compte rendu intégral, séance plénière du 28 juin 2023.

Discussion.

Vote.

—
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C - 2023/43812]

29. JUNI 2023 — Dekret über die Gewährung von Subventionen an Verteilernetzbetreiber zur Förderung der Energiewende

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Artikel 1 des Dekrets vom 9. Dezember 1993 über die Förderung der rationellen Energienutzung, der Energieeinsparungen und der erneuerbaren Energien wird durch die Ziffern 7, 8 und 9 mit folgendem Wortlaut ersetzt;

7° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört;

8° Verteilernetzbetreiber: der Betreiber eines Verteilernetzes, der gemäß Artikel 10 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts und Artikel 10 des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmrkts benannt wurde;

9° Bonus: die Differenz zugunsten des Verteilernetzbetreibers zwischen den gesamten veranschlagten kontrollierbaren Nettokosten und den gesamten tatsächlichen kontrollierbaren Nettokosten, wenn letztere niedriger sind als die veranschlagten kontrollierbaren Nettokosten, wie in der Tarifmethodik vorgesehen, die auf die in der wallonischen Region tätigen Betreiber von Elektrizitäts- und Gasverteilernetzen anwendbar ist, die von der wallonischen Kommission für Energie, nachstehend "CWaPE" genannt, genehmigt wurde."

Art. 2 - In Kapitel II desselben Dekrets wird ein Abschnitt V mit folgendem Titel eingefügt:

“Subventionen an Verteilernetzbetreiber”.

Art. 3 - In den durch Artikel 2 eingefügten Abschnitt V wird ein Unterabschnitt 1 mit dem Titel: “Subventionierte Projekte” eingefügt.

Art. 4 - In den durch Artikel 3 eingefügten Unterabschnitt 1 wird ein Artikel *10bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *10bis* - Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel kann die Regierung den Verteilernetzbetreibern Subventionen für Projekte gewähren, die darauf abzielen:

- 1° die Energieeffizienz ihres Netzes zu verbessern;
- 2° die Aufnahmekapazität für die Erzeugung erneuerbarer Energien zu erhöhen;
- 3° die mit der Energiewende verbundenen Kosten unter Kontrolle zu halten”.

Art. 5 - In den durch Artikel 2 eingefügten Abschnitt V wird ein Unterabschnitt 2 mit dem Titel: “Höhe der Subventionen” eingefügt.

Art. 6 - In den durch Artikel 5 eingefügten Unterabschnitt 2 wird ein Artikel *10ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *10ter* - Die Regierung legt den Gesamtbetrag der den Verteilernetzbetreibern gewährten Subvention gemäß Artikel *10bis* sowie die Aufteilung der Haushaltsmittel zwischen dem Elektrizitätsnetz und dem Gasnetz fest.

Für jeden Verteilernetzbetreiber wird die Gewichtung des Verteilernetzbetreibers pro Energieträger nach folgender Formel ermittelt: Die Gewichtung des Verteilernetzbetreibers ist gleich der Anzahl der geschätzten Netzbenutzer des Verteilernetzbetreibers am 1. Januar des Jahres, das auf die Gewährung der Subvention folgt, geteilt durch die Anzahl der Netzbenutzer aller Verteilernetzbetreiber an demselben Datum.

Die Schätzung der Anzahl der Netzbenutzer eines Netzbetreibers am 1. Januar des Jahres, das auf die Gewährung der Verteilungssubvention folgt, erfolgt unter Berücksichtigung der tatsächlichen Anzahl der Netzbenutzer am 1. Dezember des Jahres, das der Gewährung der Subvention vorausgeht, für alle Gemeinden, die dem Netzbetreiber am 1. Januar des Jahres, das auf die Gewährung der Subvention folgt, angeschlossen sind.

Die für die Subvention bereitgestellten Haushaltsmittel werden proportional unter den Verteilernetzbetreibern aufgeteilt, und zwar auf der Grundlage der Gewichtung, die jeder Verteilernetzbetreiber in Anwendung von Absatz 2 erhält”.

Art. 7 - In den durch Artikel 2 eingefügten Abschnitt V wird ein Unterabschnitt 3 mit dem Titel: “Beihilfefähige Kosten” eingefügt.

Art. 8 - In den durch Artikel 7 eingefügten Unterabschnitt 3 wird ein Artikel *10quater* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *10quater* - Die in Artikel *10bis* genannte Subvention wird auf der Grundlage der beihilfefähigen Kosten ausschließlich der Mehrwertsteuer gewährt”.

Art. 9 - In den durch Artikel 7 eingefügten Unterabschnitt 3 wird ein Artikel *10quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *10quinquies* - Die Regierung legt die mit dem subventionierten Projekt verbundenen beihilfefähigen Kosten für jede von ihr gewährte Subvention gemäß Artikel *10bis* fest”.

Art. 10 - In den durch Artikel 2 eingefügten Abschnitt V wird ein Unterabschnitt 4 mit dem Titel: “Verlust des Bonus” eingefügt.

Art. 11 - In den durch Artikel 10 eingefügten Unterabschnitt 4 wird ein Artikel *10sexies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *10sexies* - § 1. Der Verteilernetzbetreiber, der eine Subvention gemäß dem vorliegenden Abschnitt erhält, verzichtet auf einen etwaigen Bonus, der während dem laufenden Tarifzeitraum gebildet wurde, bis zur Höhe der in diesem Zeitraum ausgezahlten Subvention.

Die CWaPE prüft anhand der Analysen, die gemäß der geltenden Tarifmethodik durchgeführt werden, ob die Verteilernetzbetreiber, die in Anwendung des vorliegenden Abschnitts eine Subvention erhalten haben, in dem in Absatz 1 genannten Zeitraum nicht in den Genuss eines Bonus gekommen sind.

Stellt die CWaPE fest, dass ein Verteilernetzbetreiber in dem in Absatz 1 genannten Zeitraum einen Bonus und eine Subvention erhalten hat, unterrichtet sie den betreffenden Verteilernetzbetreiber und den Minister per Einschreiben darüber. Der Verteilernetzbetreiber zahlt innerhalb von drei Monaten nach der Unterrichtung durch die CWaPE den Betrag der Subvention bis höchstens zur Höhe des festgestellten Bonus zurück.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 Absatz 3 und mit Zustimmung der CWaPE kann der Bonus für die nächste Tarifperiode in eine Regulierungsverbindlichkeit umgewandelt werden”.

Art. 12 - In den durch Artikel 2 eingefügten Abschnitt V wird ein Unterabschnitt 5 mit dem Titel: “Beantragung und Gewährung der Subvention” eingefügt.

Art. 13 - In den durch Artikel 12 eingefügten Unterabschnitt 5 wird ein Artikel *10septies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. *10septies* - § 1. Der Verteilernetzbetreiber reicht seinen Antrag auf eine Subvention gemäß Artikel *10bis* beim Minister ein.

Der Antrag muss auf jeden Fall die folgenden Informationen enthalten:

1° eine Beschreibung des Projekts, für das eine Subvention beantragt wird, und einen geschätzten Zeitplan für die Umsetzung des Projekts;

2° die Vorteile, die durch die Umsetzung des Projekts im Rahmen der Energiewende gemäß den in Artikel *10bis* festgelegten Zielen erwartet werden;

3° eine detaillierte Beschreibung der zu tätigen Investition, einschließlich des geschätzten Zeitrahmens für die Auszahlung der Subvention;

4° der Beitrag dieser zusätzlichen Investition im Vergleich zu den von der CWaPE genehmigten Investitionsplänen;

5° den Nachweis, dass das Projekt, für das die Subvention beantragt wird, nicht über die Verteilungstarife finanziert wird.

Die Einreichung dieses Antrags ist Voraussetzung für die Beauftragung und Durchführung der Arbeiten, die Gegenstand der Subvention sind und die frühestens nach der Mitteilung der Entscheidung über die Gewährung der Subvention erfolgen dürfen.

Eine Kopie der Antragsakte wird der CWaPE elektronisch übermittelt.

§ 2. Die CWaPE teilt innerhalb von 30 Tagen nach Erhalt der Kopie der Antragsakte dem Minister und dem betroffenen Verteilernetzbetreiber mit, wie sie die Übereinstimmung des Projekts und der getätigten Investitionen mit den Aufgaben der Verteilernetzbetreiber analysiert.

§ 3. Im Rahmen der Projekte, die Gegenstand einer Subvention sind, kann die Regierung für eine zeitlich begrenzte Dauer und nach Stellungnahme der CWaPE die Entwicklung von Pilotprojekten genehmigen, die von einem Netzbetreiber durchgeführt werden, um neue Aufgaben zu testen, die den europäischen Richtlinien entsprechen.

Diese Projekte erfüllen insbesondere folgende Bedingungen:

1° die Untersuchung der Umsetzung von optimalen technologischen Lösungen für den wallonischen Gas- und Elektrizitätsmarkt bezwecken, insbesondere in Sachen Energieeffizienz, Flexibilität, Optimierung der Entwicklung, Verwaltung der dezentralen Stromerzeugung und Förderung des Selbstverbrauchs auf lokaler Ebene und der kurzen Versorgungswege;

2° einen innovativen Charakter aufweisen;

3° keine Abweichung von den Verpflichtungen bezwecken oder bewirken, die den Akteuren des regionalen Elektrizitäts- oder Gasmarkts durch das oder kraft des vorliegenden Dekrets, des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts und der jeweiligen Ausführungserlasse auferlegt werden, außer wenn nachgewiesen wurde, dass eine Abweichung von diesen Regeln für den guten Ablauf des Projekts oder das Erreichen der Ziele dieses Projekts unerlässlich ist;

4° für die Beteiligten am Pilotprojekt nicht zum Ziel haben, jegliche Formen von Steuern oder Lasten ganz oder teilweise zu umgehen, zu deren Zahlung sie verpflichtet wären, wenn sie sich nicht im Perimeter des Pilotprojekts befänden;

5° einen für den gesamten wallonischen Markt auf nichtdiskriminierende Weise reproduzierbaren Charakter aufweisen;

6° die Ergebnisse des Pilotprojekts bekannt geben;

7° eine zeitlich begrenzte Dauer haben, die fünf Jahre nicht übersteigt.

Die CWaPE kann ihre Analyse mit Bedingungen versehen, die von Absatz 2 Ziffer 3 und 4 abweichen.

§ 4. Auf der Grundlage der Antragsakte und der Analyse der CWaPE legt die Regierung die beihilfefähigen Kosten fest, wählt die Projekte aus und bestimmt die Höhe der Subventionen, die den betroffenen Verteilernetzbetreibern gewährt werden. Die Regierung legt den Zeitraum fest, in dem die Ausgaben beihilfefähig sind.

§ 5. Nach Annahme der Subvention für die beihilfefähigen Investitionsprojekte aktualisiert der Verteilernetzbetreiber seinen Anpassungsplan, um das durch die gewährte Subvention finanzierte Projekt darin gesondert auszuweisen."

Art. 14 - In den durch Artikel 2 eingefügten Abschnitt V wird ein Unterabschnitt 6 mit dem Titel: "Bericht der Verteilernetzbetreiber" eingefügt

Art. 15 - In den durch Artikel 14 eingefügten Unterabschnitt 6 wird ein Artikel 10*octies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 10*octies* - § 1. Nach Ablauf einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum der Gewährung der in Artikel 10*bis* genannten Subvention und anschließend halbjährlich während des von der Subvention abgedeckten Zeitraums übermittelt der Verteilernetzbetreiber der CWaPE und dem Minister auf elektronischem Wege einen Fortschrittsbericht.

Der Fortschrittsbericht enthält in jedem Fall die folgenden Informationen:

1° ein Bericht über den Fortschritt des Projekts;

2° eine Aufstellung der getätigten Investitionen mit allen Belegen;

3° eine aktualisierte Beschreibung des Projekts, für das eine Subvention beantragt wird, und einen aktualisierten Zeitplan für dessen Umsetzung;

4° eine aktualisierte Beschreibung der zu tätigen Investition, einschließlich des geschätzten Zeitrahmens für die Auszahlung der Subvention;

In Bezug auf Ziffer 3 und 4 muss der Verteilernetzbetreiber alle Änderungen und Entwicklungen im Vergleich zu den in der Antragsakte oder in einem früheren Bericht enthaltenen Informationen begründen. Insbesondere beschreibt der Verteilernetzbetreiber für jede wesentliche Änderung des Projekts oder der Strategie:

1° die Vorteile, die durch die Umsetzung des geänderten Projekts im Rahmen der Energiewende gemäß den in Artikel 10*bis* festgelegten Zielen erwartet werden;

2° der Beitrag dieser zusätzlichen Investition im Vergleich zu den von der CWaPE genehmigten Investitionsplänen;

Der Netzbetreiber weist nach, dass die Finanzierung nicht über die Verteilungstarife erfolgt.

§ 2. Wenn das Projekt abgeschlossen ist, übermittelt der Verteilernetzbetreiber der CWaPE und dem Minister auf elektronischem Wege einen Abschlussbericht.

Der Abschlussbericht enthält auf jeden Fall die folgenden Informationen:

- 1° eine Beschreibung des durchgeführten Projekts;
- 2° eine Beschreibung der getätigten Investitionen mit allen Belegen;

Der Verteilernetzbetreiber begründet alle Änderungen und Entwicklungen im Vergleich zu den in der Antragsakte oder in einem früheren Bericht enthaltenen Informationen. Insbesondere weist der Verteilernetzbetreiber für jede wesentliche Änderung des Projekts oder der Strategie Folgendes nach:

- 1° die Vorteile, die durch die Umsetzung des geänderten Projekts im Rahmen der Energiewende gemäß den in Artikel 10*bis* festgelegten Zielen erwartet werden;
- 2° der Beitrag dieser zusätzlichen Investition im Vergleich zu den von der CWaPE genehmigten Investitionsplänen;
- 3° die Tatsache, dass die Finanzierung nicht über die Verteilungstarife erfolgt.

§ 3. Die CWaPE teilt innerhalb von dreißig Tagen nach Erhalt der in den Paragraphen 1 und 2 erwähnten Berichte dem Minister und dem betroffenen Verteilernetzbetreiber mit, wie sie die Übereinstimmung des Projekts und der getätigten Investitionen mit den Aufgaben der Verteilernetzbetreiber analysiert.

§ 4. Nach einer positiven Konformitätsanalyse der in den Paragraphen 1 und 2 genannten Berichte durch die CWaPE aktualisiert der betreffende Verteilernetzbetreiber seinen Anpassungsplan, um das durch die Subvention finanzierte Projekt darin gesondert auszuweisen.“

Art. 16 - In dem durch Artikel 2 eingefügten Abschnitt V wird ein Unterabschnitt 7 mit dem Titel: "Auszahlung der Subvention" eingefügt.

Art. 17 - In den durch Artikel 16 eingefügten Unterabschnitt 7 wird ein Artikel 10*nonies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 10*nonies* - Die in Artikel 10*bis* genannte Subvention wird in Vorschüssen und Restbeträgen gezahlt, deren Prozentsatz und Zahlungsmodalitäten von der Regierung festgelegt werden."

Art. 18 - In den durch Artikel 16 eingefügten Unterabschnitt 7 wird ein Artikel 10*decies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 10*decies* - § 1. Der erste Vorschuss der Subvention gemäß Artikel 10*bis* wird innerhalb von dreißig Tagen nach der Notifizierung der Entscheidung über die Gewährung der Subvention an den Verteilernetzbetreiber ausbezahlt.

§ 2. Bei der Vorlage eines Fortschrittsberichts gemäß Artikel 10*octies* § 1 oder bei der Vorlage des Abschlussberichts gemäß Artikel 10*octies* § 2 übermittelt der Verteilernetzbetreiber dem Minister eine Forderungsanmeldung in Bezug auf die nachgewiesenen Beträge, zusammen mit den entsprechenden Belegen.

Nach Überprüfung der Übereinstimmung der in der Forderungsanmeldung gemäß Absatz 1 aufgeführten Beträge mit den in den Berichten gemäß Artikel 10*octies* §§ 1 und 2 genannten Informationen und unter der Voraussetzung, dass die Konformitätsanalyse des Projekts der CWaPE gemäß Artikel 10*octies* § 3 positiv ausfällt, ordnet der Minister die Auszahlung des Betrags der beihilfefähigen Ausgaben an, um den in Paragraph 1 genannten Vorschuss innerhalb von sechzig Tagen ab der Vorlage des Abschlussberichts gemäß Artikel 10*octies* § 2 wiederherzustellen.

Bei Erhalt des Abschlussberichts, nach Überprüfung der Übereinstimmung der Übereinstimmung der in der Forderungsanmeldung gemäß Absatz 1 aufgeführten Beträge mit den in den Berichten gemäß Artikel 10*octies* §§ 1 und 2 genannten Informationen und unter der Voraussetzung, dass die Konformitätsanalyse des Projekts der CWaPE gemäß Artikel 10*octies* § 3 positiv ausfällt, ordnet der Minister unter Berücksichtigung des Restbetrags des bereits getätigten Vorschusses die Auszahlung des Restbetrags der Ausgaben an.

Im Falle einer negativen Konformitätsanalyse der CWaPE gemäß Artikel 10*octies* § 3 zahlt der Empfänger der Subvention die bereits erhaltenen Beträge zurück, die im Zusammenhang mit Investitionen stehen, die nicht mit den Aufgaben der Verteilernetzbetreiber vereinbar sind, oder er ändert sein Investitionsprojekt, damit es mit den Aufgaben der Verteilernetzbetreiber vereinbar ist.

Die ausgezahlten Beträge dürfen die Höhe der ursprünglich für jeden Verteilernetzbetreiber vorgesehenen Subvention nicht übersteigen.

Liegen die von einem Verteilernetzbetreiber nachgewiesenen Ausgaben unter den erhaltenen Vorschüssen, so hat dieser Verteilernetzbetreiber die Differenz innerhalb von sechzig Tagen nach Erhalt eines Informationsschreibens zu erstatten.

§ 3. Jeder Verteilernetzbetreiber hält die allgemeinen Unterlagen und die Buchführungsunterlagen, die für die Kontrolle der Verwendung der Subvention erforderlich sind, zur Verfügung."

Art. 19 - In den durch Artikel 2 eingefügten Abschnitt V wird ein Unterabschnitt 8 mit dem Titel: "Betrug" eingefügt.

Art. 20 - In den durch Artikel 19 eingefügten Unterabschnitt 8 wird ein Artikel 10*undecies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 10*undecies* - Wird ein Betrug in Bezug auf die Bestimmungen des vorliegenden Abschnitts festgestellt, zahlt der Empfänger die unrechtmäßig erhaltenen Beträge zurück und erhält für einen Zeitraum von zehn Jahren ab dem Zeitpunkt, an dem der Betrug festgestellt wurde, keine weitere Subvention in Anwendung des vorliegenden Abschnitts."

Art. 21 - Das vorliegende Dekret wird am 1. Juli 2023 wirksam.

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus, und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 29. Juni 2023

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Vizepräsident und Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation, digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

Der Vizepräsident und Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für den öffentlichen Dienst, Datenverarbeitung, administrative Vereinfachung, beauftragt mit den Bereichen Kindergeld, Tourismus, Erbe und Verkehrssicherheit

V. DE BUE

Der Minister für Wohnungswesen, lokale Behörden und Städte

Ch. COLLIGNON

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Flughäfen und Sportinfrastrukturen

A. DOLIMONT

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

—————
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2022-2023*

Dokumente des Wallonischen Parlaments 1348 (2022-2023) Nr. 1 bis 5

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 28. Juni 2023

Diskussion

Abstimmung

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/43812]

**29 JUNI 2023. — Decreet betreffende de toekenning van subsidies
aan distributienetbeheerders met het oog op de bevordering van de energietransitie**

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 1 van het decreet van 9 december 1993 betreffende de bevordering van rationeel energiegebruik, energiebesparingen en hernieuwbare energieën wordt aangevuld met de punten 7°, 8° en 9°, luidend als volgt:

“7° Minister : de Minister bevoegd voor Energie;

8° distributienetbeheerder: de distributienetbeheerder aangewezen overeenkomstig artikel 10 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt en artikel 10 van het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt;

9° bonus: het verschil, ten gunste van de distributienetbeheerder, tussen de totale gebudgetteerde beheersbare nettokosten en de totale werkelijke beheersbare nettokosten, wanneer deze laatste lager zijn dan de gebudgetteerde beheersbare nettokosten, zoals bepaald in de tariefmethodologie van toepassing op de distributienetbeheerders van elektriciteit en gas actief in het Waalse Gewest goedgekeurd door de “Commission wallonne pour l’Energie” (Waalse energiecommissie), hierna “CWaPE” genoemd.”.<0}

Art. 2. In hoofdstuk II van hetzelfde decreet wordt een afdeling V ingevoegd, luidend als volgt:

“Subsidies voor de distributienetbeheerders”

Art. 3. In afdeling V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een onderafdeling 1 ingevoegd, met als opschrift: “Gesubsidieerde projecten”.

Art. 4. In onderafdeling 1, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 10bis ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10bis. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten kan de Regering subsidies toekennen aan distributienetbeheerders voor projecten die tot doel hebben:

1° de energie-efficiëntie van hun net te verbeteren;

2° de capaciteit voor hernieuwbare energieproductie te verhogen; 3° de kosten verbonden aan de energietransitie te beheersen”.

Art. 5. In afdeling V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een onderafdeling 2 ingevoegd, met als opschrift: “Bedrag van de subsidies”.

Art. 6. In onderafdeling 2, ingevoegd bij artikel 5, wordt een artikel 10^{ter} ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10^{ter}. De Regering bepaalt het globale bedrag van de in artikel 10^{bis} bedoelde subsidie toegekend aan de distributienetbeheerders, alsook de verdeling van het budget tussen het elektriciteitsnet en het gasnet.

Voor elke distributienetbeheerder wordt de weging van de distributienetbeheerder per energievectord vastgesteld volgens de volgende formule: de weging van de distributienetbeheerder is gelijk aan het aantal gebruikers van het net van de distributienetbeheerder geschat op 1 januari van het jaar volgend op de toekenning van de subsidie, gedeeld door het aantal gebruikers van het net van alle distributienetbeheerders op diezelfde datum.

Het geraamde aantal netgebruikers van een netbeheerder op 1 januari van het jaar dat volgt op de toekenning van de distributiesubsidie wordt vastgesteld door rekening te houden met het werkelijke aantal netgebruikers op 1 december van het jaar dat voorafgaat aan de toekenning van de subsidie voor alle gemeenten die aangesloten zijn bij de netbeheerder op 1 januari van het jaar dat volgt op de toekenning van de subsidie.

Het budget voor de subsidie wordt evenredig verdeeld tussen de distributienetbeheerders op basis van de weging die elke distributienetbeheerder heeft verkregen bij toepassing van het tweede lid.”.

Art. 7. In afdeling V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een onderafdeling 3 ingevoegd, met als opschrift: “In aanmerking komende kosten”.

Art. 8. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 10^{quater} ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10^{quater}. De in artikel 10^{bis} bedoelde subsidie wordt toegekend op basis van de in aanmerking komende kosten, exclusief btw.”.

Art. 9. In onderafdeling 3, ingevoegd bij artikel 7, wordt een artikel 10^{quinquies} ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10^{quinquies}. De Regering bepaalt de in aanmerking komende kosten met betrekking tot het gesubsidieerde project voor elke subsidie bedoeld in artikel 10^{bis} die zij verleent.”.

Art. 10. In afdeling V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een onderafdeling 4 ingevoegd, met als opschrift: “Verlies van de bonus”.

Art. 11. In onderafdeling 4, ingevoegd bij artikel 10, wordt een artikel 10^{sexies} ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10^{sexies}. § 1. De distributienetbeheerder die in toepassing van deze afdeling een subsidie ontvangt, ziet af van elke bonus die hij tijdens de lopende tariefperiode eventueel heeft opgebouwd, ten belope van de subsidie die hij tijdens die periode heeft betaald.

De CWaPE verifieert, op basis van de analyses uitgevoerd overeenkomstig de geldende tariefmethodologie, dat de distributienetbeheerders die in toepassing van deze afdeling een subsidie hebben ontvangen, geen bonus genieten tijdens de in lid 1 bedoelde periode.

Indien de CWaPE vaststelt dat een distributienetbeheerder tijdens de in lid 1 bedoelde periode een bonus en een subsidie heeft ontvangen, brengt zij de betrokken distributienetbeheerder en de Minister hiervan per aangetekende brief op de hoogte. Binnen drie maanden na de kennisgeving door de CWaPE betaalt de distributienetbeheerder het bedrag van de subsidie terug, met een maximum van de vastgestelde bonus.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1, derde lid, en met instemming van de CWaPE, kan de bonus worden omgezet in een regulatoire passiva voor de volgende tariefperiode.”.

Art. 12. In afdeling V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een onderafdeling 5 ingevoegd, met als opschrift: “Aanvraag en toekenning van de subsidie”.

Art. 13. In onderafdeling 5, ingevoegd bij artikel 12, wordt een artikel 10^{septies} ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10^{septies}. § 1. De distributienetbeheerder dient zijn aanvraag voor de in artikel 10^{bis} bedoelde subsidie bij de Minister in.

De subsidieaanvraag moet de volgende informatie bevatten:

1° een beschrijving van het project waarvoor de subsidie wordt aangevraagd en een geraamd tijdschema voor de uitvoering van het project;

2° de voordelen die worden verwacht van de uitvoering van het project, als onderdeel van de energietransitie, in overeenstemming met de doelstellingen bepaald in artikel 10^{bis};

3° een gedetailleerde beschrijving van de te verrichten investering, met inbegrip van het geraamde tempo waarin de subsidie moet worden uitbetaald;

4° de bijdrage van deze bijkomende investering ten opzichte van de door de CWaPE goedgekeurde investeringsplannen;

5° het bewijs dat het project waarop de subsidieaanvraag betrekking heeft niet gefinancierd wordt via distributietarieven.

De indiening van deze subsidieaanvraag is een voorwaarde voor de bestelling en uitvoering van de werken waarop de subsidie betrekking heeft, die ten vroegste zal plaatsvinden na de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie.

Een kopie van het dossier van de subsidieaanvraag wordt elektronisch verstuurd naar de CWaPE.

§ 2. Binnen 30 dagen na ontvangst van een kopie van het dossier van de subsidieaanvraag bezorgt de CWaPE aan de Minister en aan de betrokken distributienetbeheerder haar analyse van de overeenstemming van het project en de gedane investeringen met de taken van de distributienetbeheerders.

§ 3. In het kader van projecten die het voorwerp uitmaken van een subsidie, kan de Regering, gedurende een beperkte periode en na advies van de CWaPE, de ontwikkeling van proefprojecten door een distributienetbeheerder toestaan met het oog op het uittesten van nieuwe taken die in overeenstemming zijn met de Europese richtlijnen.

Deze projecten voldoen met name aan de volgende voorwaarden:

1° het bestuderen van de implementatie van optimale technische oplossingen voor de Waalse elektriciteits- en gasmarkt, met name op het gebied van energie-efficiëntie, flexibiliteit, geoptimaliseerde ontwikkeling, beheer van gedecentraliseerde productie en bevordering van lokaal zelfverbruik en kortsluiting, als doel hebben;

2° een innovatief karakter hebben;

3° niet tot gevolg hebben of tot doel hebben af te wijken van de verplichtingen die aan de actoren van de regionale elektriciteits- en gasmarkt worden opgelegd door of krachtens dit besluit, het besluit van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, het besluit van 19 december 2022 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt en de uitvoeringsbesluiten ervan, tenzij wordt aangetoond dat het voor de goede werking van het project of voor de verwezenlijking van de met het project nagestreefde doelstellingen noodzakelijk is van deze regels af te wijken;

4° niet tot doel hebben de deelnemers aan het proefproject geheel of gedeeltelijk te onttrekken aan alle belastingen en heffingen die zij verschuldigd zouden zijn indien zij niet onder het toepassingsgebied van het proefproject zouden vallen;

5° op niet-discriminerende wijze reproduceerbaar zijn op de hele Waalse markt;

6° de resultaten van het proefproject bekendmaken;

7° een beperkte duur van ten hoogste vijf jaar hebben.

De CWaPE kan aan haar analyse voorwaarden verbinden die afwijken van het tweede lid, 3° en 4°.

§ 4. Op basis van het dossier van de subsidieaanvraag en de analyse van de CWaPE bepaalt de Regering de in aanmerking komende kosten, selecteert ze de projecten en het bedrag van de subsidies die aan de betrokken distributienetbeheerders worden toegekend. De Regering bepaalt de periode waarbinnen de uitgaven subsidiabel zijn.

§ 5. Na de aanvaarding van de subsidie voor de in aanmerking komende investeringsprojecten past de distributienetbeheerder zijn aanpassingsplan aan met afzonderlijke vermelding van het project dat gefinancierd wordt met de toegekende subsidie.”.

Art. 14. In afdeling V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een onderafdeling 6 ingevoegd, met als opschrift: “Verslag van de distributienetbeheerders”.

Art. 15. In onderafdeling 6, ingevoegd bij artikel 14, wordt een artikel 10*octies* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10*octies*. § 1. Op het einde van een periode van zes maanden vanaf de toekenning van de subsidie bedoeld in artikel 10*bis* en vervolgens om de zes maanden tijdens de periode waarop de subsidie betrekking heeft, stuurt de distributienetbeheerder een elektronisch voortgangsverslag naar de CWaPE en de Minister.

Het voortgangsverslag bevat in ieder geval de volgende informatie:

1° de voortgang van het project;

2° een overzicht van de gedane investeringen, vergezeld van alle bewijsstukken;

3° een geactualiseerde beschrijving van het project dat het voorwerp uitmaakt van de subsidie en een geactualiseerd uitvoeringsschema;

4° een geactualiseerde gedetailleerde beschrijving van de uit te voeren investering, met inbegrip van het geraamde tempo waarin de subsidie moet worden uitbetaald;

Met betrekking tot 3° en 4° moet de distributienetbeheerder elke wijziging of ontwikkeling ten opzichte van de informatie in het dossier van de subsidieaanvraag of in een eerder verslag verantwoorden. In het bijzonder moet de distributienetbeheerder voor elke substantiële wijziging van het project of de strategie de volgende gegevens beschrijven :

1° de voordelen die worden verwacht van de uitvoering van het gewijzigde project, als onderdeel van de energietransitie, in overeenstemming met de doelstellingen bepaald in artikel 10*bis*;

2° de bijdrage van deze bijkomende investering ten opzichte van de door de CWaPE goedgekeurde investeringsplannen;

De netbeheerder toont aan dat hij niet wordt gefinancierd door distributietarieven.

§ 2. Wanneer het project voltooid is, stuurt de distributienetbeheerder elektronisch een eindverslag naar de CWaPE en de Minister.

Het eindverslag bevat in ieder geval de volgende informatie: 1° een beschrijving van het uitgevoerde project;

2° een beschrijving van de gedane investeringen, vergezeld van alle bewijsstukken.

De distributienetbeheerder verantwoordt elke wijziging of ontwikkeling ten opzichte van de informatie in het dossier van de subsidieaanvraag of in een eerder verslag verantwoorden. In het bijzonder moet de distributienetbeheerder voor elke substantiële wijziging van het project of de strategie hetgeen volgt aantonen :

1° de voordelen die worden verwacht van de uitvoering van het gewijzigde project, als onderdeel van de energietransitie, in overeenstemming met de doelstellingen bepaald in artikel 10*bis*;

2° de bijdrage van deze bijkomende investering ten opzichte van de door de CWaPE goedgekeurde investeringsplannen;

3° de afwezigheid van financiering uit distributietarieven.

§ 3. Binnen dertig dagen na ontvangst van de in de §§ 1 en 2 bedoelde verslagen deelt de CWaPE haar analyse van de overeenstemming van het project en de gedane investeringen met de taken van de distributienetbeheerders mee aan de Minister en aan de betrokken distributienetbeheerder.

§ 4. Nadat de CWaPE de in de §§ 1 en 2 bedoelde verslagen heeft geanalyseerd en conform heeft bevonden, werkt de betrokken distributiesysteembeheerder zijn aanpassingsplan bij om het met de subsidie gefinancierde project afzonderlijk te vermelden.

Art. 16. In afdeling V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een onderafdeling 7 ingevoegd met als opschrift: “Betaling van de subsidie”.

Art. 17. In onderafdeling 7, ingevoegd bij artikel 16, wordt een artikel 10*nonies* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10*nonies*. De subsidie bedoeld in artikel 10*bis* wordt uitbetaald in voorschotten en saldi, waarvan het percentage en de betalingsvoorwaarden door de Regering worden vastgesteld.”.

Art. 18. In onderafdeling 7, ingevoegd bij artikel 16, wordt een artikel 10*decies* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10*decies*. § 1. Het eerste voorschot op de subsidie bedoeld in artikel 10*bis* wordt betaald binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing tot toekenning van de subsidie aan de distributienetbeheerder.

§ 2. Bij de indiening van een voortgangsverslag als bedoeld in artikel 10*octies*, § 1, of bij de indiening van het eindverslag als bedoeld in artikel 10*octies*, bezorgt de distributienetbeheerder aan de Minister een schuldvorderingsverklaring met betrekking tot de gestaafde bedragen, samen met de bewijsstukken.

Na verificatie van de overeenstemming van de bedragen opgenomen in de in lid 1 bedoelde schuldvorderingsverklaring met de informatie vermeld in de in artikel 10*octies*, §§ 1 en 2 bedoelde verslagen en op voorwaarde dat de analyse van de in artikel 10*octies*, § 3, bedoelde overeenstemming van het project door de CWaPE positief is, vereffent de Minister het bedrag van de in aanmerking komende uitgaven om het in paragraaf 1 bedoelde voorschot opnieuw aan te leggen binnen zestig dagen na de indiening van het in artikel 10*octies*, § 2, bedoelde eindverslag.

Na ontvangst van het eindverslag en na verificatie van de overeenstemming van de bedragen vermeld in de schuldverklaring bedoeld in lid 1 met de informatie vermeld in de in artikel 10*octies*, §§ 1 en 2 bedoelde verslagen en op voorwaarde dat de analyse van de in artikel 10*octies*, § 3, bedoelde overeenstemming van het project door de CWaPE positief is, vereffent de Minister het saldo van de uitgaven, rekening houdend met het saldo van het voorschot.

Indien de analyse van de in artikel 10*octies*, § 3, bedoelde overeenstemming door de CWaPE negatief is, moet de begunstigde van de subsidie de reeds ontvangen bedragen terugbetalen die betrekking hebben op investeringen die niet in overeenstemming zijn met de taken van de distributienetbeheerders of moet hij zijn investeringsproject wijzigen zodat het in overeenstemming is met de taken van de distributienetbeheerders.

De betaalde bedragen mogen niet hoger zijn dan het bedrag van de subsidie die oorspronkelijk voor elke distributienetbeheerder was gepland.

Als de door een distributienetbeheerder gerechtvaardigde uitgaven lager zijn dan de ontvangen voorschotten, wordt het verschil door de distributienetbeheerder terugbetaald binnen zestig dagen na ontvangst van een informatiebrief.

§ 3. Elke distributienetbeheerder houdt de algemene en boekhoudkundige documenten ter beschikking die nodig zijn om het gebruik van de subsidie te controleren.”.

Art. 19. In afdeling V, ingevoegd bij artikel 2, wordt een onderafdeling 8 ingevoegd met als opschrift: “Fraudes”.

Art. 20. In onderafdeling 8, ingevoegd bij artikel 19, wordt een artikel 10*undecies* ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 10*undecies*. In geval van vaststelling van fraude inzake de bepalingen van deze afdeling, betaalt de begunstigde alle ten onrechte ontvangen bedragen terug en ontvangt hij geen verdere subsidies op grond van deze afdeling gedurende een periode van tien jaar vanaf de datum van ontdekking van de fraude.”.

Art. 21. Dit decreet heeft uitwerking op 1 juli 2023.

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 29 juni 2023.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Tewerkstelling, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuren,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

—
Nota

(1) *Zitting 2022-2023.*

Stukken van het Waalse Parlement, 1348 (2022-2023) Nrs. 1 tot 5.

Volledig verslag, plenaire zitting van 28 juni 2023.

Bespreking.

Stemming.